



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Evry, le 5 décembre 2013

Unité territoriale de l'Essonne

### INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : Aymar LEKIBY ELILA  
aymar.lekiby-elila@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 01.60.76.32 24 Fax : 01.60.76.34.88  
Référence : D2011-  
Hélios 21940  
Affaire : Visite d'inspection du 26/09/2013  
Code Établissement : 65.15189

Objet :  
Rapport de la visite d'inspection du 26/09/2013

Exploitant concerné :  
AALYAH-Recyclages

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	AALYAH-Recyclages
Adresse	1, rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE
Activité	Regroupement/tri des déchets
Régime	Autorisation
Nombre de salariés	3 + le gérant

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	26/09/2013
Type d'inspection	courant / inopinée
Date(s) de(s) inspection(s) précédente(s)	16/01/2012 13/06/2012
Inspection dans le cadre d'une action nationale	non
Identité et qualité des personnes rencontrées	M. Anouar KETTAB, responsable du site M.SAMOES, employé
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	Aymar LEKIBY ELILA, inspecteur des installations classées

Par courrier en date du 23 juillet 2013, l'inspection des installations classées a été destinataire d'une plainte à l'encontre de la société AALIYAH RECYCLAGE.

Le présent rapport rend compte des suites qu'il vous est proposé de donner à cette affaire.



## 1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

### – Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

La société AALYAH RECYCLAGES dont le siège social est situé au 24 rue des Saules 91230 Montgeron exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets métalliques. Les registres de déchets consultés le jour de la visite indique une quantité de ferrailles d'environ 900 tonnes par mois.

### – Situation administrative :

La société AALYAH Recyclages, n'est titulaire à ce jour d'aucun acte administratif, au titre des installations classées, qui lui permet d'exercer son activité.

Le 16 janvier 2012, l'inspection des installations classées a effectué une visite du site en présence de monsieur KETTAB, actionnaire de la société. Les constats faits sur site, en janvier, ont permis le classement des installations sous le régime de la déclaration de la rubrique 2713

Suite à l'inspection du 16/01/2012, M. le Préfet de l'Essonne a mis en demeure, par arrêté du 15 février 2012, la société AALYAH Recyclages de déposer un dossier de déclaration. L'exploitant a transmis son dossier de déclaration le 9 mai 2012, pour les activités relevant de la rubrique 2713.

L'inspection a effectué une visite inopinée du site le 13 juin 2012 en présence des forces de Police, afin de s'assurer que les activités réalisées sur site sont en adéquation avec le dossier de déclaration transmis par l'exploitation. Il ressort de cette visite qu'en dehors des activités relevant de la rubrique 2713, la société AALYAH Recyclages exploite aussi des activités relevant de la rubrique 2712, soumise à autorisation (à la date de la visite).

Les principales installations caractéristiques qui relèvent de la nomenclature sont notamment les suivantes :

Rubriques de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2712 (E)	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage	superficie>100 m <sup>2</sup>
2713 (D)	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	superficie > 100 m <sup>2</sup> mais < à 1000 m <sup>2</sup>
2718 (A)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	La quantité de batteries susceptible d'être présente est supérieure à 1 tonne

À la suite du rapport de l'inspection en date du 9 août 2012, le préfet de l'Essonne a pris à l'encontre de la société AALYAH-RECYCLAGE un arrêté de mise en demeure de régulariser son site (dépôt de demande d'autorisation et de l'agrément préfectoral pour la dépollution/démolition des véhicules hors d'usage) et un arrêté préfectoral de suspension d'activités dans l'attente qu'il soit statué sur cette demande.

À ce jour, l'exploitant a transmis un dossier de régularisation des activités, dont l'instruction a conduit à un dessaisissement du dossier. Un rapport dans ce sens a été transmis à monsieur le Préfet de l'Essonne le 15 octobre 2013.

### – Enjeux principaux :

L'établissement est situé dans une zone industrielle dense, à proximité d'une route d'accès à un centre commercial. Il faut noter que ce site a fait l'objet de plaintes du voisinage concernant les conditions d'exploitation, la présence sur le terrain de véhicules hors d'usage, le stationnement sur la voie publique des véhicules en attente de chargement/déchargement de déchets de métaux ou d'alliages métalliques.

## 2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection s'est présentée sur le site de la société AALYAH RECYLAGE située 1, rue de la Fosse Montalbot à VIGNEUX SUR SEINE en présence des MM. SIMOES employé de la société et KETTAB, gérant du site.

A notre arrivée, des véhicules venus décharger des déchets métalliques étaient présents dans le site. Plusieurs véhicules étaient stationnés à l'extérieur du site dans l'attente de déchargement de la ferraille.

L'inspection a procédé à un contrôle visuel des déchets présents sur le site puis à la consultation informatique du livre de police des déchets entrants et sortants du site.

## 3 ÉLÉMENTS RELEVÉS LORS DE LA VISITE D'INSPECTION

Contrairement à ce qui avait été constaté lors des précédentes visites, l'exploitant a réalisé des travaux sur le site notamment : la dalle béton sur l'ensemble du site, l'installation du séparateur à hydrocarbures, l'installation d'un dispositif de contrôle radioactif.

L'inspection a constaté des non-conformités notables, par la présence :

- des véhicules hors d'usage non dépollués compactés dans le stock de ferrailles,
- d'une benne contenant des véhicules hors d'usages
- d'une benne contenant des moteurs de voitures
- des déchets d'équipements électriques et électroniques (lave linge, téléviseur, chauffe-eau, gazinière, micro-ordinateur...)
- des déchets plastiques (chaises de bureau, jouets d'enfants...)
- des bonbonnes de gaz (vides selon les dires des représentants de la société)

La planche photographique annexée au présent rapport illustre ces constats.

A l'intérieur du bâtiment, l'inspection a constaté la présence d'un stock de métaux (cuivre, aluminium) et de batteries usagées dans une benne (la quantité estimée est d'environ 120 batteries).

Le jour de la visite, l'inspection a constaté sur la zone de stockage une augmentation du stock de ferrailles ce qui se confirme par l'élévation des murs (à l'angle gauche du site). La hauteur du stockage est supérieure à celle de la grue chargée de trier les déchets.

L'inspection a consulté le livre de police des entrées et sorties du site : celui-ci indique une quantité de 55 tonnes pour la période d'activité du 20 au 26 septembre 2013.

## 4 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Concernant la situation administrative du site : L'exploitant a transmis un dossier de demande d'autorisation englobant les activités de ferrailleur (rubrique 2713, régime déclaratif) et de démolisseur VHU (rubrique 2712, régime désormais à enregistrement). Le dossier a été jugé incomplet, l'inspection a informé l'exploitant en date du 8/03/2013 (D2013-0432). L'exploitant a transmis un nouveau dossier dans lequel subsiste encore des imprécisions.

Parallèlement à l'instruction de la demande et suite à une plainte, l'inspection a réalisé une visite du site. Les constats faits le jour de la visite montrent que l'exploitant ne dispose pas des capacités techniques nécessaires pour l'exercice de l'activité de démolisseur VHU. Malgré la suspension des activités du site, l'exploitant a continué de recevoir des VHU sans autorisation ni agrément et les écrase dans le tas de ferrailles sans procéder à une quelconque opération de dépollution/démolition.

Le jour de la visite nous avons exigé de M. KETTAB de retirer les VHU présents dans le tas de ferrailles et de les évacuer vers un démolisseur ou un broyeur agréé. En notre présence, l'exploitant a commencé à retirer les VHU du tas de ferrailles.

Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence des batteries usagées, apportées sur le site par des tiers. Cette activité relève de la rubrique 2718 : *Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets*

contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.

Cette activité est soumise à autorisation pour une quantité supérieure à 1 tonne. Or la quantité de batteries est estimée à 120, le poids moyen de la batterie étant de 13 kg, donc le poids total est d'environ 1560 kg soit 1,56 tonne. M. KETTAB le responsable du site, nous a informé d'un projet d'acquisition d'un autre site destiné à l'activité de démolisseur VHU, en l'occurrence la société PIECE AUTO DULIN à Corbeil-Essonnes, afin de ne plus recevoir les véhicules hors d'usage sur le site de VIGNEUX-SUR-SEINE.

Au regard des éléments susvisés, les activités précitées et situées 1, rue de la Fosse Montalbot à VIGNEUX SUR SEINE sont exercées sans autorisation préfectorale par M. KETTAB responsable de la société AALYAH RECYCLAGES et par la société AALYAH RECYCLAGES.

La copie hebdomadaire (du 20 au 26/09/2013) du livre police de la société AALYAH-RECYCLAGE transmise par l'exploitant à l'inspection le jour de la visite montre bien que l'exploitant continue son activité, donc ne respecte pas l'arrêté préfectoral de suspension d'activités n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/535 du 24 août 2012.

## 5 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Malgré la transmission par l'exploitant du dossier de régularisation des activités, notamment celle relevant de la rubrique 2712, l'inspection constate que le broyage des VHU non dépollués dans le tas de ferrailles est une pratique récurrente de l'exploitant. Cette pratique montre que l'exploitant ne dispose pas de capacités techniques nécessaires à l'activité de démolition/dépollution des véhicules hors d'usage. De plus, le responsable du site a informé oralement l'inspection de son intention de ne pas réaliser l'activité de dépollution/démolition des VHU sur ce site.

**Considérant** que l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/534 du 24 août 2012 de déposer une demande de régularisation administrative (demande d'autorisation et d'agrément préfectoral) et que la demande d'autorisation a été rejetée en date du 19 novembre 2013 ;

**Considérant** que les installations de la société AALYAH-RECYCLAGES sont exploitées malgré l'arrêté de suspension n°2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/535 du 24 août 2012;

**Considérant** la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société AALYAH-RECYCLAGES en situation irrégulière, et notamment les risques d'écoulement de substances dangereuses dans les sols liés à l'absence de dépollution des VHU avant broyage et à la présence de plus d'une tonne de batteries;

**Considérant** que face à la situation irrégulière des installations de la société AALYAH-RECYCLAGES et eu égard à la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du même code en supprimant les installations visées par la suspension issue de l'arrêté préfectoral en date du 24 août 2012 susvisé, ainsi qu'en imposant la remise en état des lieux;

Compte tenu de ces éléments, l'inspection propose à monsieur le Préfet de l'Essonne, conformément aux articles L.171-7 2° et R. 512-46-22 du code de l'environnement, d'ordonner :

- la suppression de l'établissement,
- la remise d'un dossier de cessation d'activité conformément aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6,
- la remise en état des lieux qui comprend l'évacuation des déchets encore présents sur site (batteries usagées et métaux) dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'arrêté. L'évacuation des déchets respecte les dispositions prévues aux articles R. 541-43 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre ainsi que l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets sont transmis au service d'inspection dans un délai maximal de 30 jours après l'évacuation des déchets.

Passé ce délai et en cas de violation de l'arrêté de suppression, il sera proposé à monsieur le Préfet la pose des scellés en application de l'article L. 171-10 du code de l'environnement

À l'occasion de la transmission de la copie du présent rapport, l'exploitant a été informé par l'inspection qu'il a la possibilité de présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

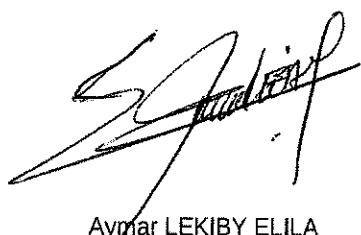
Le cas échéant, l'inspection vous tiendra informé de l'instruction des observations éventuelles de l'exploitant.

En outre, le non respect d'un arrêté préfectoral de suspension d'activités constitue un délit, prévu et réprimé par l'article L. 173-1-II-4° du code de l'environnement. Je vous informe que l'inspecteur a communiqué à M.le Procureur de la République d'Évry un procès-verbal, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 172-16 du code de l'environnement et dont un exemplaire vous est communiqué avec le présent rapport.

Enfin, conformément aux articles L. 514-5 et L. 171-6 du code de l'environnement, nous informons Monsieur le Préfet de l'Essonne qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

*Rédacteur*

L'inspecteur de l'environnement



Aymar LEKIBY ELILA

*Vérificateur*

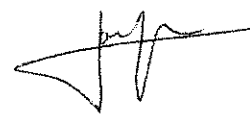
L'inspectrice de l'environnement



Nahima BOULEBBINA

*Approbateur*

Pour le directeur et par délégation,  
le chef du pôle risques chroniques  
et qualité de l'environnement



Benoît JOURJON



Annexe 1 : Planche photographique

